

**ACTES EMANANT DES SERVICES ADMINISTRATIFS****VICE-RECTORAT**

Décision n° 19-29/VR du 2 mars 1978 portant affectation d'une institutrice du cadre territorial (p. 258)

Décision n° 19-30/VR du 2 mars 1978 portant créations, transformations et suppression d'écoles et de classes dans le Territoire (p. 258)

**NOUVELLES-HEBRIDES****ACTES DU HAUT-COMMISSAIRE**

Arrêté n° 452 du 3 mars 1978 fixant le tarif applicable par les fonctionnaires-huissiers aux Nouvelles-Hébrides (p. 258)

**ACTES DU COMMISSAIRE-RESIDENT**

Arrêté n° 5/CR du 3 mars 1978 constituant les bureaux de vote et désignant leurs présidents pour les élections législatives des 12 et 19 mars 1978 (p. 260)

**AVIS ET COMMUNIQUE**

Purges d'Hypothèques Légales (1ère insertion) (p. 260)

Indice des prix de détail à la consommation pour le mois de février 1978 (p. 261)

Classement des gîtes et relais pour l'année 1978 (p. 261)

Avis d'ouverture d'une épreuve de sélection professionnelle (p. 262)

Publications légales (p. 262)

## ACTES DU HAUT-COMMISSAIRE

**ARRETE n° 346 du 20 février 1978 concernant les annonces judiciaires et légales en Nouvelle-Calédonie.**

1 - En Nouvelle-Calédonie, et sauf pour les annonces devant paraître au Journal Officiel de la République ou à ses annexes, ou au Journal Officiel de la Nouvelle-Calédonie, les annonces exigées par les lois, décrets et règlements territoriaux seront insérées à peine de nullité de l'insertion, dans les journaux remplissant les conditions prévues au 2 ci-dessous.

2 - Tous les journaux d'information générale, judiciaire ou technique, ne consacrant pas à la publicité plus des deux tiers de leur surface, et justifiant une vente effective par abonnements, dépositaires, ou vendeurs, sont inscrits de droit sur la liste prévue ci-dessous dans les conditions suivantes :

1°. - Paraître plus de six mois, au moins une fois par semaine ;

2°. - Être publiés dans le territoire ou comporter pour le territoire une édition au moins hebdomadaire ;

3°. - Justifier d'une diffusion atteignant le minimum fixé par arrêté après avis de la commission prévue ci-dessous, en fonction de l'importance de la population du territoire.

La liste est préparée chaque année, au mois de décembre, en vue de l'année suivante, par une commission consultative présidée par le Haut-Commissaire ou son représentant, et composée du Président du tribunal de Première instance de Nouméa, d'un notaire désigné par ses pairs et, s'ils existent en nombre suffisant, de trois directeurs de journaux désignés par le Haut-Commissaire, dont au moins deux directeurs de journaux ou publications périodiques, susceptibles de recevoir les annonces légales.

Cette liste des journaux susceptibles de recevoir les annonces légales en Nouvelle-Calédonie est publiée par arrêté du Haut-Commissaire.

Pour chaque journal et compte tenu des conditions de sa diffusion, l'arrêté précisera si les annonces y insérées sont valables à l'égard des Français des Nouvelles-Hébrides.

Les journaux et publications doivent s'engager à publier les annonces judiciaires et légales au tarif fixé en application du 3 ci-dessous.

3 - Le prix du signe ou espace d'annonces légales est fixé par arrêté du Haut-Commissaire, en même temps que la liste et pour la même période, sur avis de la commission prévue au 2 ci-dessus, compte tenu de la situation économique et des salaires en vigueur dans les imprimeries de presse du territoire.

Les journaux intéressés peuvent demander en cours d'année que la commission soit réunie en vue de l'examen d'une modification du prix du signe ou espace, dans le cas de variation importante des différents éléments du prix de revient. Sur avis de la commission, il peut être prévu un tarif réduit pour certaines catégories d'annonces, notamment pour les annonces faites par un annonceur bénéficiant de l'assistance judiciaire.

4 - Toute infraction aux dispositions du présent arrêté et à celles des arrêtés pris pour son application sera punie d'une amende dont le taux ne pourra excéder aucun de ceux fixés au décret du 3 mai 1945 et à la loi du 4 janvier 1955 modifiée, compte tenu des rajustements intervenus. Après avis de la commission prévue au 2 ci-dessus, la radiation de la liste pourra être prononcée pour une période de trois à douze mois.

En cas de récidive, la radiation de la liste pourra être définitive.

5 - L'arrêté modifié n° 2204 du 10 octobre 1969 est abrogé.

**ARRETE n° 395 du 27 février 1978 fixant l'étendue des zones et des servitudes dans l'intérêt des réceptions radioélectriques des centres de l'Office des Postes et Télécommunications : « Point 116 Nouméa » - « Mont-Dore Central ».**

Sont approuvés les documents ci-après concernant les zones et les servitudes radioélectriques des Centres de l'Office des Postes et Télécommunications : Point 116 Nouméa - Mont-Dore Central :

1°/ fiches de renseignements : Point 116 Nouméa - Mont-Dore Central



## 2°/ schéma sommaire

3°/ photocopie plan 1/50.000 Nouméa-Mont Dore :  
aux extrémités (trapèzes) : zone secondaire de dé-  
gagement.  
Partie intermédiaire (rectangle) : zone spéciale  
de dégagement.

4°/ profil : plan PT 0436.

**ARRETE n° 397 du 27 février 1978 portant renouvel-  
lement des permis de recherches A situés dans  
la région de Tontouta.**

1 - Les permis de recherches A « B.L.M. 103 », ti-  
tre n° 166 et « B.L.M. 104 », titre n° 167, valables  
pour nickel, cobalt et chrome détritiques, situés dans  
la région de Tontouta et détenus par la Société Nou-  
méa-Entreprises sont renouvelés pour une période de  
3 années venant à expiration le 30 septembre 1980.

L'effort financier minimum que son titulaire devra  
consacrer à l'exécution de travaux de recherches au  
cours de cette nouvelle période de validité est fixé  
à 3.300.000 francs pour le permis « B.L.M. 103 » et à  
1.000.000 francs pour le permis « B.L.M. 104 ».

2 - La superficie et les limites des permis de re-  
cherches A « B.L.M. 103 et 104 », visés au 1 ci-dessus  
restent fixées par les arrêtés d'institution n° 1942 du  
10 septembre 1974 modifié par l'arrêté n° 2506 du 21  
novembre 1974 et n° 1943 du 10 septembre 1974.

3 - Le présent arrêté sera notifié à l'intéressée  
par les soins du Directeur des Mines et de la Géolo-  
gie.

**ARRETE n° 432 du 1er mars 1978 déclarant démis-  
sionnaire d'office un conseiller municipal**

1 - M. Kalepo Muliava, alias Polikalepo Latunina,  
conseiller municipal de la commune de Dumbéa est  
déclaré démissionnaire d'office de son mandat à la  
suite de la perte de ses droits électoraux.

M. Selui Soané, son suivant de liste, le remplace-  
ra en tant que conseiller municipal.

2 - Le présent arrêté prendra effet pour compter  
de sa date de notification aux intéressés.

3 - Le Chef de la subdivision administrative Sud  
est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**ARRETE n° 449 du 3 mars 1978 portant désignation  
des présidents des bureaux de vote**

1 - Pour les élections législatives des 12 et 19  
mars 1978, la liste des présidents des bureaux de vo-  
te est arrêté conformément au tableau ci-annexé, en  
ce qui concerne le Territoire de la Nouvelle-Calédo-  
nie et Dépendances.

2 - MM. le Secrétaire Général, les Chefs de sub-  
divisions administratives et les maires sont chargés,  
chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution du  
présent arrêté.

Communes	Bureaux de vote	Présidents
	Mairie - Centre Ville	M. Laroque Roger M. Meyer Gérald

Communes	Bureaux de vote	Présidents
Nouméa	Ecole Frédéric Surleau Quartier Latin et Vallée du Génie	M. Ferre Albert
	Ecole Marguerite Le François Orphelinat	M. Laborde Daniel
	Ecole Yvonne Dupont Receiving Station	M. Boucher Louis Mme Decamp Janine
	Ecole Fernande Le Riche Anse Vata	M. Sauvan Guy M. Martin Harold
	Ecole Les Tulipes Faubourg Blanchot	M. Guépy Georges M. Frère Raymond
	Ecole Candide Koch Vallée des Colons - Taragnat	M. Rolly André M. Frouin Max
	Ecole Emilie Panne Vallée des Colons	M. Busiau Michel
	Ecole Christine Boletti - Magenta	M. Magnier Edouard Mme Laubreaux Françoise
	Ecole Marie Havel Ouémo - Magenta	M. Piétri Yves
	Ecole Marie Courtot 5e Km et Nouméa Nord	M. Meunier Maurice M. Mercier Paul
	Ecole Gustave Lods - Ducos	M. Bégau Jacques M. Douéperé Joseph
	Centre Raoul Follereau - Ducos	M. Tiburzio Sylvio
	Ecole les Liserons Montravel et Riviè- re Salée	M. Trin Emile M. Muller Patrice
	Ecole Tyssandier de Laubarède Vallée du Tir	M. Javellier Jean
	Ecole Amélie Cosnier - Nouvelle	Mme Waya Ella

**SUBDIVISION ADMINISTRATIVE SUD**

Bouloupari	- Mairie	M. Guerlain Georges
Canala	- Mairie - Nakéty	M. Nechero Emile M. Douéperé Epi- phane
	- Nanon - Méchin - Kouaoua - Amon Kassiori	M. Moinefra Arcade M. Ponga Théophile M. Prigent Yves
Farino	- Mairie	M. Mariotti Henri
Ile des Pins	- Mairie	M. Tikoure Joseph
La Foa	- Mairie	M. Basquin Félix